

CANDIDATURE DE

Roland MURAZ

Mondialiste, Spécialiste des sondages d'opinion

Remplaçante éventuelle : **Michelle MURAZ**

Responsable d'un réseau d'enquête national

sur le double thème :

DONNER LA PAROLE .AUX FRANÇAIS

LANCER UN PROGRAMME

ECO-FEDERALISTE MONDIAL



1. DONNER LA PAROLE AUX FRANÇAIS EN INSTITUTIONNALISANT LA METHODE DES SONDAGES D'OPINION

Actuellement les Français n'ont pas la parole. Le vote comme suffrage, au sens littéral, n'a de consultation que le nom. En attendant de pouvoir améliorer radicalement le sens et la portée du vote, en donnant lors de chaque scrutin à l'électeur un questionnaire à remplir par exemple, il semble que le citoyen ne dispose réellement que d'un seul moyen pour s'exprimer, se faire entendre et donner son avis : **LES SONDAGES D'OPINION.**

Ce sont les sondages et toute la gamme des études qui ont permis pour la première fois dans l'histoire de rendre compte de la réalité sociale, de la structure des opinions et de la nature des aspirations : d'où l'attitude généralement négative des hommes politiques, qui tout en utilisant les sondages les mettent en accusation. L'actuelle majorité, si mal représentée dans le 16e NORD, où elle étale ouvertement ses dissensions, n'est-elle pas allée en juin 1977 jusqu'à faire voter par le Parlement un texte de loi interdisant la publication des sondages huit jours avant le vote ? Une telle mesure doit à elle seule être jugée comme une atteinte inadmissible à la liberté de l'information. C'est ce que je tenais à dire ici publiquement.

Il faut bien comprendre que les tenants du régime actuel ont plus ou moins cherché à paralyser et à réduire l'utilisation des sondages et des enquêtes, coupables d'en dire beaucoup plus qu'ils ne peuvent en dire eux-mêmes, dans le sens où à leurs yeux **« la mesure de la satisfaction globale ne peut être l'objet que de la consultation politique »...** même si le vote peut être regardé aujourd'hui comme un moyen de consultation totalement démodé et anachronique. Mais cela n'est encore rien. Il faut savoir en effet que les fameuses procédures dites de **« consultation »** et de **« concertation »** n'atteignent jamais les intéressés et que de propos délibéré on les limite à des groupes d'experts et à des représentants ou instances syndicales et associatives dits qualifiés, ce qui a pour conséquence de couper de toutes façons les responsables chargés de la décision de **l'écoute directe** du point de vue des Français. C'est ce qui retarde indéfiniment l'apprentissage par les dirigeants de la lecture et de l'analyse directes des faits sociaux collectifs. C'est cette situation qui peut expliquer à elle seule le retard parfois invraisemblable des Ministères et du haut personnel de l'Administration pour la compréhension et la prise en charge des faits humains de leur ressort.

Vu sous ce jour, un choix très clair se dessine depuis de longues années. Le choix est désormais à faire pour les Français — qu'ils en aient conscience ou non — entre un progrès réel de la démocratie et l'obscurantisme le plus retardataire.

Ou bien les hommes de partis et d'appareils finiront, comme la plupart d'entre eux le disent — de quelque bord qu'ils appartiennent —, par bannir une fois pour toutes les sondages, et c'est le dogmatisme, le sectarisme et l'illusionnisme qui continueront à faire fureur, ou bien ils affirmeront vouloir faire entrer ces techniques scientifiques dans la pratique — ce que certains d'entre eux ont commencé à faire dès maintenant plus ou moins ouvertement — et nous assisterons alors à une véritable mutation de la démocratie dans le sens d'un progrès harmonieux et d'une véritable innovation sociale.

Certes, il faut prévoir certaines difficultés et des délais pour l'institutionnalisation d'une telle décision dont le principe nouveau sera à inscrire au fronton de la prochaine constitution. Il sera nécessaire pour cela (artice 89 de la Constitution actuelle) de procéder à une révision de différents articles de la Constitution. Le Président de la République devra, s'il veut attacher son nom à cette politique, nommer comme Premier Ministre un homme d'une ouverture d'esprit et d'une formation suffisamment moderne et spécialisée pour lui en faire la proposition et avoir des chances raisonnables de gagner à sa cause la majorité des élus au Parlement. C'est à cette condition, certes difficile, que l'on verra peut-être un jour entrer officiellement, et cette fois par la grande porte, à l'Elysée, à l'Hôtel Matignon, au Parlement puis dans le bureau de la plupart des dirigeants, petits et grands, les éléments de **cette science nouvelle de l'opinion, des communications et des relations humaines** qui représentent l'un des apports peut-être les plus importants de l'histoire de l'humanité pour l'interprétation, la prévision et la maîtrise des phénomènes humains relevant de la vie en société.

Telle est l'innovation fondamentale et l'exemple de révolution pacifique que la « Démocratie Française » pourrait donner au monde dans les quelques années qui viennent et cela au bénéfice de tous, sans le moindre dommage pour quiconque et dans un seul et unique souci : **rendre à la France profonde, au pays réel et aux Français leur propre vérité.**

2. PRENDRE L'INITIATIVE DE LANCER UN PROGRAMME ECO-FEDERALISTE MONDIAL POUR HATER LA MISE EN PLACE D'UNE UNION FEDERALE DES PEUPLES ET DES NATIONS SUR LA PLANETE

Bien que l'on s'ingénie à le leur cacher, les Français sont peut être les premiers partisans dans le monde de « l'idée mondialiste ». Pour eux le mondialisme est « l'ensemble des idées et des actes exprimant la solidarité des populations du globe et tendant à bâtir des lois et des institutions qui leur soient communes dans le respect de la diversité des cultures et des peuples ». Dans cette perspective, les « mondialistes » sont convaincus que le principe fédéraliste (l'Allemagne Fédérale, la Suisse, les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, etc.) constitue le meilleur système de gouvernement harmonieux des peuples et des divers groupes humains présents sur la planète. Ceci étant admis, **un « gouvernement fédéral mondial »** irait de pair, c'est évident, avec le maintien complet des gouvernements nationaux actuels. Ses pouvoirs seraient strictement limités à ceux nécessaires pour l'établissement

et le maintien de la loi, de l'ordre et de la paix sur le plan mondial. Les mondialistes proposent donc à tous les peuples de la terre, dont l'interdépendance exige la coopération, **la mise en place d'une autorité fédérale mondiale** chargée de protéger les droits de l'homme, de sauvegarder la paix en favorisant un désarmement général progressif et contrôlé, de mieux répartir les richesses et de remplacer l'aide au tiers-monde par la coopération pour le développement. Le tout pourrait être financé automatiquement — pour peu que quelques hommes le décident au sommet — par les économies à attendre du désarmement dès l'instant où il prendrait effet.

Pour doter cette Autorité-Fédérale-Mondiale d'un pouvoir effectif, **les états-nations actuels devront renoncer simultanément à se faire justice eux-mêmes par les armes,** dans le cadre d'une grande société planétaire où le droit primerait enfin la violence et où une Force Mondiale de paix pourrait dissuader tout agresseur et ramener dans le droit chemin d'éventuels fauteurs de troubles.

---

3. ESQUISSE D'UN PROGRAMME ECO-FEDERALISTE MONDIAL, POUR UNE DEMOCRATIE FRANÇAISE INTEGRALE (D.E.F.I.)

1. **Donner la parole aux Français ;** permettre à chacun de s'exprimer ; nommer un délégué à l'opinion publique ; modifier la Constitution pour amener le Parlement et la classe politique à s'incorporer la nouvelle dimension des « sciences de l'opinion » ;
2. **Dresser un bilan qualitatif — c'est-à-dire psychologique et social — de la nation ;** promulguer dans cette intention une loi organique et/ou en donner mission à un Grand Ministère du Plan de la Communication et des Relations Humaines. Il s'agit de fournir aux « partenaires sociaux » les moyens d'une analyse comparée des niveaux de vie et des inégalités ;
3. **Fixer des objectifs sociaux au plus haut niveau compatible avec les possibilités d'une économie qu'il convient de dynamiser ;** grâce à l'informatique, on peut à la fois personnaliser les aides aux personnes (logement, équipement, création, formation, emploi, promotion, etc.) et les remèdes à dispenser aux entreprises pour les revigorer et les mettre en état d'affronter la concurrence sur le plan mondial ;
4. **Doter le Gouvernement de moyens nouveaux ;** dispositifs d'écoute et d'études plus sensibles ; analyses qualitatives permanentes des degrés d'aspirations, de préoccupation pour l'avenir et de satisfaction pour le présent. Création avec les associations d'un Institut et d'une Ecole Nationale de l'Ecologie et de la Qualité de la Vie ;
5. **Stimuler les services ministériels et l'administration ;** systèmes d'évaluation-prospective tournés vers une forme d'expérimentation concrète ;
6. **Donner à l'Europe, aux cinq continents et aux régions, une structure fédéraliste ;**
7. **Etudier d'urgence un plan de reconversion des industries d'armement, pour permettre la mise en œuvre rapide du processus de désarmement général contrôlé ;**
8. **Préparer le déclenchement d'une planification démographique, écologique, énergétique, alimentaire, sanitaire et monétaire ;**
9. **Assurer le premier fonctionnement et le perfectionnement graduel d'une autorité fédérale mondiale, dotée d'une Cour de justice, d'une police privée et d'une force mondiale de paix.**

Qui est Roland MURAZ ?

— *Directeur des « Sondages et Etudes PUBLIMETRIE ».*

— *Auteur d'un livre paru récemment aux Editions DUNOD, « LA PAROLE AUX FRANÇAIS », le premier recueil de sondages apportant un éclairage complet sur l'opinion des Français, la manière dont ils jugent la situation, qu'il s'agisse de leurs conditions de vie ou des multiples questions qui se posent sur le plan économique, social, culturel, politique ; ouvrage préfacé par René DUMONT, Agronome et Ecologiste, candidat aux élections présidentielles de mai 1974, et par Dominique PADO, Sénateur de Paris et co-Directeur de « l'AURORE ».*

— *Secrétaire général de l'Association « MONDE-OPINION », membre du « Comité Permanent Mondialiste » et adhérent de différents mouvements, citoyens du monde, fédéralistes mondiaux, etc...*

— *Cinquante-quatre ans, marié, cinq enfants, Roland MURAZ est diplômé du Collège des Sciences Sociales et Economiques, chercheur, Conseil d'Entreprises, Enseignant dans le domaine de la prévision, du marketing et des communications.*

— *Il habite le 16e arrondissement depuis vingt-quatre ans et s'est déjà présenté aux élections législatives dans cette circonscription, en juin 1968, sous les couleurs de « Technique et Démocratie ». Il a testé sa propre candidature, jugée favorablement par les électeurs de la 21e Circonscription :*

QUESTION : En cas d'élection, verriez-vous plutôt favorablement ou plutôt défavorablement la candidature d'un spécialiste des sondages d'opinion ?

Favorablement	*45 %*
Défavorablement	*23 %*
Ne se prononcent pas	*32 %*

Enquête menée auprès d'un échantillon de deux-cents personnes en mars 1975 dans la 21e Circonscription.

Vous pouvez soutenir les deux propositions que j'ai tenu à formuler :

1) donner la parole aux Français en institutionnalisant la méthode des sondages ;

2) prendre l'initiative de lancer un programme Eco-Fédéraliste mondial pour hâter la mise en place d'une union fédérale des peuples et des nations.

PAR VOTRE VOTE AU PREMIER TOUR

- **en assistant, si vous le voulez bien, à une réunion électorale dans le quartier** (téléphoner pour connaître les lieux et heures ou en prendre note sur les affiches, panneau 14).
- **en adhérant à l'Association « MONDE-OPINION »,** 8, rue Duban, 75016 PARIS (tél. 224.96.16).
- **en prenant contact avec ma permanence,** 10, rue Talma, 75016 PARIS (tél. 525.15.98).

Vu, le Candidat :

La Productrice, 75020 Paris